

## **CIRCULAIRE**

### **Objet : Compétence catégorielle d'ABELIO à l'égard des concierges, gardiens et employés d'immeubles**

Madame, Monsieur le Directeur,

Je vous prie de trouver ci-joint le texte de l'avenant N°112 du 10 juin 2010 complétant l'annexe C à l'Accord du 8 décembre 1961 pour intégrer, au nombre des compétences catégorielles des institutions, celle détenue par ABELIO à l'égard des concierges, gardiens et employés d'immeubles, occupés dans le secteur de l'administration d'immeubles résidentiels.

Il ne s'agit que d'une confirmation de la compétence d'ABELIO pour cette catégorie professionnelle, qui a déjà été mentionnée au répertoire professionnel (cf. circulaire Agirc-Arrco 2004-11-DRE du 14 juin 2004).

Cette compétence résulte, à l'origine, de l'accord national de retraite complémentaire du 14 juin 1973 qui avait institué un régime de retraite pour les concierges, gardiens et employés d'immeubles géré par la CRIP, dont les opérations ont été reprises par ABELIO.

Avant 2002, la compétence de la CRIP avait été retenue au répertoire professionnel Arrco, à l'exception des départements de l'Isère, de la Savoie et de la Haute-savoie, qui relevaient de la compétence de la CIPRA au titre de dispositions conventionnelles départementales antérieures à l'accord du 14 juin 1973.

C'est à compter du 1er janvier 2002, lors de la mise en place d'une réglementation commune à l'Agirc et à l'Arrco en matière d'adhésion des entreprises nouvelles, que la compétence de la CRIP, devenue ABELIO, a été généralisée à l'ensemble du territoire métropolitain.

Il s'avère que, dans la pratique, la compétence d'ABELIO a été mal respectée.

Les adhésions reçues à tort par d'autres institutions (au regard de ce rappel de la réglementation) devront faire l'objet d'une régularisation, afin de permettre une meilleure gestion de cette catégorie professionnelle :

- meilleure gestion des conditions d'affiliation prévues par les dispositions conventionnelles de la profession (taux obligatoire de 8 % et répartition des cotisations différente de la règle des 60/40),
- centralisation des cotisations et des déclarations de salaires pour les syndicats qui assument la gestion de plusieurs immeubles,
- centralisation de la gestion des comptes de points des salariés qui exercent leurs activités au sein de plusieurs immeubles,
- mise en œuvre d'une action sociale spécifique développée par ABELIO au bénéfice de cette catégorie professionnelle.

Toutefois, par mesure de simplification, ces régularisations devront prendre effet au 1er janvier 2011, sans remise en cause de l'antériorité (simples transferts d'adhésion au 1<sup>er</sup> janvier 2011, sans effet rétroactif).

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Directeur Général

PJ : 1